

PRESENTATION

Freins et obstacles à l'autonomisation économique des femmes

Dans le contexte des crises actuelles (politique, économique, sociale, géopolitique), où les précarités sont multiples et où les vulnérabilités s'accroissent, nombre d'études montrent que les femmes sont touchées au premier plan et que les inégalités entre les femmes et les hommes se creusent de plus en plus, en matière de droits, d'accès aux ressources économiques, politiques et sociales et de contrôle de ces ressources.

Si la scolarisation des femmes s'est développée ces dernières décennies, dans nombre de pays de la région Méditerranée, toutefois, un écart notable demeure entre cette entrée croissante des femmes diplômées sur le marché du travail et leur accès à l'emploi.

Donnée essentielle pour la réalisation de l'égalité réelle, l'emploi des femmes est un facteur-clé pour la promotion de leur statut. Néanmoins, force est de constater que le taux de participation des femmes dans les économies nationales reste faible et sous-évalué, notamment dans les pays au sud de la Méditerranée. Ces constats soulignent les rapports inégaux entre les sexes et le renforcement des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes.

Au Maroc, les associations féministes critiquent fortement le plan gouvernemental, baptisé "Ikram" (connotant : « l'aumône » ou « la charité »), lancé pour la période 2012-2016, par lequel l'actuel gouvernement affiche son ambition d'institutionnaliser l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques gouvernementales.

Outre la référence à « la charité » et à « l'aumône » qu'elles rejettent, les féministes marocaines mettent l'accent notamment sur l'absence d'une réflexion et d'une démarche à partir du genre qui empêche une réelle prise en compte des discriminations et des inégalités qui touchent les femmes.

Dans le domaine économique, au Maroc comme dans la plupart des pays au sud de la Méditerranée, les femmes sont de plus en plus reléguées dans les secteurs d'activité non structurés et particulièrement concernées par le secteur de l'informel. Sur le marché du travail, on les retrouve majoritairement dans les emplois précaires, sans qualification ou sous-qualifiés. Dans ce contexte, on observe que l'accès des femmes à l'emploi n'assure pas automatiquement leur autonomisation.

Le Réseau Universitaire et Scientifique Euro-méditerranéen sur le Genre et les Femmes (RUSEMEG) a mené une réflexion sur ces questions, lors d'un séminaire itinérant, à Alger (le 11 octobre 2014), consacré à *L'économie au regard du genre*. Le RUSEMEG se propose de poursuivre cette réflexion en la focalisant sur la problématique de l'autonomisation économique des femmes.

Enjeu majeur au regard de l'égalité entre les sexes, l'autonomisation économique des femmes appelle d'une part à une interrogation du concept, d'autre part, à une déconstruction des freins et des obstacles qui la bloquent et enfin, à l'analyse des conditions politiques, sociales, juridiques et économiques nécessaires à sa réalisation.



*L'École de Gouvernance et d'Économie
Université polytechnique
Mohammed VI de Rabat*

Accueille le 27 mai 2015

**LE 5^{ème} SÉMINAIRE ITINÉRANT
DU**

**RÉSEAU UNIVERSITAIRE
ET SCIENTIFIQUE**

**EURO-MÉDITERRANÉEN
SUR LE GENRE ET LES FEMMES
(RUSEMEG)**

SOUS LE THÈME

**« FREINS ET OBSTACLES A
L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES
FEMMES »**

Le 28 mai 2015 : Atelier doctoral

École de Gouvernance et d'Économie

Université polytechnique

Mohammed VI de Rabat

*Avenue Mohamed Ben Abdellah Regragui,
Rabat-Maroc*

+212 537 27 61 00